

Audience publique du 26 juin 2019

Recours formé par
Monsieur ..., ...,
contre deux décisions du ministre de l'Environnement
en matière de protection de la nature

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 41900 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 31 octobre 2018 par Maître Alain Gross, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ...et de son épouse, Madame ..., les deux demeurant ensemble à ..., tendant, d'une part, principalement à la réformation, conformément à l'article 58 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, de la décision du ministre de l'Environnement du 6 juillet 2018 portant refus d'autoriser la construction d'un abri de jardin sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de ..., sous le numéro ..., ainsi que de la décision confirmative de refus du même ministre du 3 août 2018, d'autre part, et subsidiairement à l'annulation, conformément à l'article 68 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, des mêmes décisions du ministre de l'Environnement des 6 juillet et 3 août 2018, et finalement, encore plus subsidiairement à l'annulation, conformément à l'article 2 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, de ces mêmes décisions pour incompétence, excès et détournement de pouvoir, violation de la loi ou des formes destinées à protéger les intérêts privés ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement, déposé au greffe du tribunal administratif en date du 30 janvier 2019 ;

Vu le mémoire en réplique de Maître Alain Gross, déposé au greffe du tribunal administratif le 28 février 2019, pour compte de Monsieur ...et de Madame ..., préqualifiés ;

Vu le mémoire en duplique du délégué du gouvernement, déposé au greffe du tribunal administratif le 19 mars 2019 ;

Vu l'avis du greffe du tribunal administratif du 29 mars 2019 ayant autorisé les parties à déposer chacune un mémoire additionnel ;

Vu le mémoire additionnel du délégué du gouvernement, déposé au greffe du tribunal administratif le 16 avril 2019 ;

Vu le mémoire additionnel de Maître Alain Gross, déposé au greffe du tribunal administratif le 13 mai 2019, pour compte de Monsieur ...et de Madame ..., préqualifiés ;

Vu les pièces versées au dossier et notamment les décisions ministérielles déferées ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Ines Biwer, en remplacement de Maître Alain Gross, et Madame le délégué du gouvernement Jeannine Dennewald en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 22 mai 2019.

En date du 11 avril 2018, Monsieur ...introduisit auprès du ministère du Développement durable et des Infrastructures, département de l'Environnement, une demande tendant à se voir accorder dans le cadre de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, ci-après désignée par « la loi du 19 janvier 2004 », l'autorisation d'ériger « *une cabane en bois pour outillage d'une dimension de quatre x trois mètres* », sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de ..., sous le numéro

Par courrier du 6 juillet 2018, le ministre de l'Environnement, ci-après désigné par « le ministre », rejeta ladite demande dans les termes suivants :

« [...] En réponse à votre requête du 11 avril 2018 par laquelle vous sollicitez ex-post l'autorisation pour la construction d'un abri de jardin sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de ... (...) sous le numéro ..., j'ai le regret de vous informer qu'en vertu de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, je ne saurais réserver une suite favorable au dossier.

En effet, l'article 5, alinéa 2 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles dispose que seules des constructions servant à l'exploitation agricole, jardinière, maraîchère, sylvicole, viticole, piscicole, apicole, cynégétique ou à un but d'utilité publique sont autorisables en zone verte.

Or, selon la jurisprudence « il convient de tirer une frontière nette entre l'exploitation jardinière visée par la loi et une simple activité jardinière sur un terrain situé en zone verte. À cet escient, l'activité jardinière à titre de simple loisir sur un terrain mis à la disposition d'une personne, fût-elle propriétaire du sol, ne suffit pas pour, automatiquement, impliquer un droit sur base de l'article 5 de la prédite loi modifiée du 19 janvier 2004 d'ériger un abri pour outils de jardin en zone verte. Aller dans ce sens reviendrait à ouvrir grandement une arrière-porte pour la construction d'abris de jardin tous azimuts à d'innombrables endroits en zone verte, les autres conditions posées par la loi supposées être remplies. Or, le législateur a précisément entendu garder, en tant qu'exception limitée, la possibilité d'ériger des constructions en zone verte en rapport avec des activités d'exploitation opérées soit à titre professionnel, soit suivant une consistance et une constance certaines qui requièrent dans le chef de l'activité visée, non pas nécessairement une exigence d'ordre professionnel, mais pour le moins une expertise quasi professionnelle, telle notamment en matière d'apiculture, allant au-delà d'une simple activité de loisir » CA 29-11-12 (31164C).

Dès lors, votre projet ne s'inscrit pas dans l'une de ces catégories de construction et n'est ainsi pas autorisable en zone verte au regard de la législation afférente.

Partant, je vous invite à enlever la construction érigée illégalement pour le 1^{er} octobre 2018 au plus tard, faute de quoi l'Administration de la nature et des forêts dressera procès-verbal.

Contre la présente décision, un recours peut être interjeté auprès du Tribunal Administratif statuant comme juge du fond. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de 3 mois à partir de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la Cour. [...] ».

Par courrier recommandé du 31 juillet 2018, Monsieur ...et son épouse, Madame ..., ci-après désignés par « les époux ... », firent introduire, par le biais de leur litismandataire, un recours gracieux contre la décision ministérielle précitée. Ledit recours gracieux a la teneur suivante :

« [...] Mes mandants introduisent par la présente et suite à votre courrier du 6 juillet 2018 valant refus d'autorisation, un recours gracieux.

Il m'importe en effet de souligner que l'abri de jardin litigieux n'est certainement pas une construction au sens juridique du mot, fixe et ancrée voire scellée définitivement au sol.

Il s'agit d'un box de sapin qui peut être démonté sans dommage pour le sol voire déplacé sans grands moyens. Nous ne sommes donc pas en présence d'une construction qui porterait préjudice à quelque titre que ce soit à l'intégrité du sol ou sous-sol.

Je me permets à ce titre de renvoyer à la décision du tribunal administratif du 15 février 2017 (n°37394) qui définit une construction comme suit :

« La notion de construction et à interpréter comme le résultat d'un assemblage de matériaux, reliés de manière durable et solide, le cas échéant incorporé au sol, ou à tout le moins relié ou adhérent au sol, les critères pour déterminer l'existence d'une telle construction résidant partant dans les dimensions de l'édifice, les matériaux employés et son caractère de durabilité ou de permanence ».

Vous conviendrez qu'une cabane d'à peine 12 m2 en bois léger sans fondation ni ancrage au sol ne saurait être considérée comme construction.

Destinée à servir à peine d'abri à outils, la mise en place d'une cabane ne saurait en l'espèce être de nature à nuire à la végétation ou à porter préjudice à la beauté et au caractère du paysage l'entourant.

Etant donné que, outre sa taille nettement négligeable, l'abri peut à tout moment être déplacé ou démonté, le projet ne saurait donc être considéré comme une véritable construction au sens de l'article 5, alinéa 2 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et que partant, il serait disproportionné, voire erroné, de refuser la mise en place d'un tel abri sur ledit terrain.

Je vous prie dès lors de reconsidérer votre décision et d'autoriser la présence de l'abri de jardin. [...] ».

Par courrier du 3 août 2018, le ministre prit position comme suit par rapport audit recours gracieux : « [...] Je me permets de citer ci-dessous une jurisprudence du Tribunal administratif du 6 mars 2017 (n°37.617 du rôle) dans laquelle ce dernier a retenu qu'une serre d'environ 10m2, trois bacs de type « Hochbeet » et un bac en plastique sont des constructions

au sens de l'article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles :

Il y a encore lieu de relever que le sens premier de la notion de construire, lat. construere, de struere « disposer, ranger », est celle de « bâtir, suivant un plan déterminé, avec des matériaux divers »¹, le sens de la notion de bâtir étant d'« élever sur le sol, à l'aide de matériaux assemblés »², et la notion de construction se définit comme « édifice ou ouvrage en maçonnerie, tels que maisons, murs, fosses d'aisances, forges, fourneaux, puits, aqueducs etc. »³ ou comme « Tout assemblage solide et durable de matériaux, quelle que soit sa fonction »⁴. Des synonymes de la notion de construction sont notamment les notions d'« assemblage », d'« édification » ou d'« érection »⁵.

En ce qui concerne plus particulièrement l'action de construire, il convient de retenir que les notions de construire ou de construction sont caractérisées dans leur acceptation commune par l'idée d'assembler ou de constituer solidement, sans cependant requérir systématiquement l'incorporation de l'ouvrage au sol, la notion de construction visant concrètement l'édification d'un ouvrage durable et solide⁶.

Pour ce qui est de la deuxième signification de « construction », à savoir le résultat de l'action de construire, sont visées au premier chef les constructions immobilières⁷, c'est-à-dire les « bâtiments » au sens de l'article 518 du Code civil, à savoir toutes les constructions résultant de l'assemblage de matériaux reliés ensemble artificiellement de façon durable et incorporés au sol par des fondations⁸.

Dès lors, il convient de retenir, conformément aux principes dégagés ci-avant, que la notion de construction est à interpréter comme le résultat d'un assemblage de matériaux, reliés de manière durable et solide, le cas échéant incorporé au sol, ou à tout le moins relié ou adhérent au sol, les critères pour déterminer l'existence d'une telle construction résidant partant dans les dimensions de l'édifice, les matériaux employés et son caractère de durabilité ou de permanence. Ce qui est déterminant, c'est surtout une certaine importance de l'ouvrage et une certaine stabilité en ce sens qu'il n'est pas destiné à être enlevé bien qu'il peut l'être.

C'est dès lors à bon droit que la serre litigieuse, à savoir un édifice présentant une surface au sol d'environ 10 m², constitué d'un assemblage solide de panneaux en verre, ancré dans la terre par des petits piliers en fer afin de résister notamment aux fortes prises au vent et destiné à durer, a été considérée par le ministre comme une construction au sens de l'article 5 de la loi du 19 janvier 2004. En effet, même si le demandeur tente de dénier à la serre cette qualification de construction au motif qu'elle pourrait être démontée et déplacée à tout moment, il n'en demeure pas moins que le fait même qu'un déplacement ne peut se faire autrement qu'en pièces détachées témoigne du caractère d'installation durable et solide de la serre.

¹ Le Nouveau Petit Robert, Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française, page 453.

² Le Nouveau Petit Robert, op.cit. page 203.

³ G. Bonnefoy, Code Perrin ou dictionnaire des constructions, douzième édition, 1925, Paris, imprimerie et librairie générale de jurisprudence.

⁴ Le petit dicobat, dictionnaire général du bâtiment, 1994, éditions arcature.

⁵ Le Nouveau Petit Robert, op.cit, V° construction.

⁶ En ce sens Trib. adm. 14 novembre 2011, n° 27588, confirmé par arrêt du 7 juin 2012, n° 29650C, disponibles sous www.jurad.etat.lu.

⁷ Voir Cass. fr. 14 décembre 1956, D.1957, 87.

⁸ Voir CA Paris, 25 avril 1951, D.1951, 518.

La même conclusion s'impose en ce qui concerne les trois bacs de type « Hochbeet » en bois imprégné qui, au vu de leurs dimensions, ont nécessairement été transportés en pièces détachées sur place pour y être assemblées. Il s'agit dès lors d'édifices constitués d'un assemblage solide de planches en bois, érigés à même le sol et destinés à durer. En effet, si le demandeur plaide certes là aussi que lesdits bacs pourraient être démontés et déplacés à tout moment, il n'en demeure pas moins que leurs dimensions n'en permettent pas non plus un déplacement autrement qu'en pièces détachées, ce qui confirme leur caractère d'installation durable et solide.

Pour ce qui est finalement du bac en plastique, si le demandeur explique à travers son recours qu'il servirait de récupérateur d'eau, force est de constater qu'il ressort des photographies versées en cause par la partie étatique, qui n'ont pas fait l'objet de contestations, qu'il ne s'agit pas d'un tonneau en plastique facilement déplaçable et généralement utilisé pour récupérer l'eau de pluie, mais également d'un bac de type « Hochbeet » qui est d'ailleurs utilisé à cette fin par le demandeur. Or, même si l'emprise au sol de ce bac en plastique est moins importante que celle des trois bacs de type « Hochbeet » en bois imprégné, il n'en demeure pas moins que ce bac est constitutif d'un assemblage solide d'éléments en plastique, érigé à même le sol et destiné à durer, ledit bac, même vide, ne pouvant lui non plus être déplacé qu'en pièces détachées. Il doit dès lors également être qualifié de construction au sens de l'article 5 de la loi du 19 janvier 2004. »

Vous conviendrez dès lors au vu de cette jurisprudence, qu'un abri de jardin d'une taille de 12 m² sans fondation ni ancrage est à considérer comme une construction au sens de l'article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Par conséquent je me vois obligé à maintenir ma décision de refus du 6 juillet 2018. [...] ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 31 octobre 2018, les époux ... ont fait introduire un recours tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation des décisions ministérielles précitées des 6 juillet et 3 août 2018.

Suivant un avis du 29 mars 2019, le tribunal a invité les parties à prendre position par rapport à l'incidence éventuelle de l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles modifiant 1° la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement ; 2° la loi modifiée du 5 juin 2009 portant création de l'administration de la nature et des forêts ; 3° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le partenariat entre syndicats de communes et l'Etat et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles, en abrégé « la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles », ci-après désignée par « la loi du 18 juillet 2018 », ayant abrogé la loi du 19 janvier 2004, la partie étatique, de même que les époux ... ayant chacun déposé un mémoire additionnel à cet effet.

A titre liminaire, le tribunal est amené à relever que, dans la mesure où, par le biais dudit avis, les parties ont uniquement été autorisées à prendre position par rapport à l'incidence éventuelle de l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 2018, les développements contenus dans le mémoire additionnel des époux ..., par le biais desquels ceux-ci ont entendu prendre position

par rapport à des éléments du dossier dont ils estiment qu'ils auraient été présentés de manière erronée par la partie étatique dans son mémoire en réponse, sont à écarter pour aller au-delà de ce qui a été ordonné par le tribunal.

En ce qui concerne ensuite la question de la nature du recours susceptible d'être introduit en l'espèce à la suite de l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 2018, la partie étatique fait valoir qu'il serait de jurisprudence constante que l'existence d'une voie de recours serait régie, en l'absence de mesures transitoires, tel que ce serait le cas en l'espèce, par la loi sous l'empire de laquelle a été rendue la décision entreprise. Comme les décisions litigieuses auraient été rendues sous l'égide de la loi du 19 janvier 2004 et que celle-ci aurait prévu un recours en réformation contre les décisions prises sur son fondement, la partie étatique est d'avis que le tribunal serait compétent pour statuer dans le cadre d'un recours en réformation.

Quant à la question de savoir si le présent recours est à examiner au regard de la loi du 19 janvier 2004 ou de celle du 18 juillet 2018, la partie étatique relève que dans la mesure où le juge administratif, lorsqu'il est saisi d'un recours en réformation, serait amené à se placer au moment où il statue pour prendre en considération les évolutions factuelles et réglementaires survenues depuis l'adoption de l'acte lui soumis, il y aurait lieu d'appliquer au litige sous analyse les dispositions de la loi du 18 juillet 2018.

Les époux ... rejoignent la partie étatique dans son constat en ce qui concerne les voies de recours à exercer contre une décision prise sur le fondement de la loi du 19 janvier 2004, en affirmant que seule la loi en vigueur au jour où elle a été prise serait applicable pour apprécier la recevabilité d'un recours contentieux dirigé contre elle. Dans la mesure où l'article 58 de la loi du 19 janvier 2004 aurait prévu un recours en réformation contre les décisions prises en vertu de la même loi, le tribunal serait compétent pour connaître du recours en réformation introduit à titre principal contre les décisions actuellement litigieuses.

En ce qui concerne la question de savoir au regard de quelle loi le présent recours est à examiner, les époux ... font valoir que dans la mesure où le tribunal serait saisi d'un recours en réformation, il serait amené à examiner le bien-fondé des décisions entreprises au regard de la loi du 18 juillet 2018 pour être celle en vigueur au moment où il statue.

Quant à la nature du recours et quant à la recevabilité

Il convient de prime abord de déterminer la nature du recours susceptible d'être introduit en l'espèce, dans la mesure où la loi du 19 janvier 2004, sur le fondement de laquelle les décisions litigieuses ont été prises, a été abrogée par la loi du 18 juillet 2018, publiée au Mémorial A le 5 septembre 2018 et entrée en vigueur 3 jours après sa publication à défaut de disposition spéciale de mise en vigueur contraire. En effet, la loi du 19 janvier 2004 prévoyait un recours au fond contre les décisions prises en vertu de cette loi, alors que la loi du 18 juillet 2018 prévoit en son article 68 un recours en annulation contre les décisions prises en vertu de cette loi.

Le tribunal constate encore que par l'article 83 de la loi du 18 juillet 2018, le législateur s'est limité à abroger purement et simplement la loi du 19 janvier 2004 dans son intégralité, sans prévoir de mesures transitoires autres que celles visant les roulottes dont le stationnement a été autorisé sous l'empire d'une ancienne loi et les mesures compensatoires, non pertinentes en l'espèce.

En ce qui concerne les voies de recours à exercer contre une décision prise sur le fondement de la loi du 19 janvier 2004, seule la loi en vigueur au jour où la décision a été prise est applicable pour apprécier la recevabilité d'un recours contentieux dirigé contre elle, étant donné que l'existence d'une voie de recours est une règle du fond du droit judiciaire, de sorte que les conditions dans lesquelles un recours contentieux peut être introduit devant une juridiction doivent être réglées suivant la loi sous l'empire de laquelle a été rendue la décision attaquée, en l'absence, comme en l'espèce, de mesures transitoires⁹. Il s'ensuit que la recevabilité d'un recours contre une décision prise sur le fondement de la loi du 19 janvier 2004 devra être analysée conformément aux dispositions de cette même loi, qui en son article 58 disposait que « *Contre les décisions prises en vertu de la présente loi un recours est ouvert devant le tribunal administratif qui statuera comme juge du fond* ».

Le tribunal est partant compétent pour connaître du recours en réformation introduit à titre principal contre les décisions déférées.

Le recours principal en réformation est encore à déclarer recevable pour avoir, par ailleurs, été introduit dans les formes et délai de la loi.

Il n'y a dès lors pas lieu d'analyser le recours subsidiaire en annulation.

Quant au fond

Il convient de prime abord au tribunal de déterminer la loi applicable à l'examen du bien-fondé des décisions litigieuses.

A cet égard, il y a lieu de rappeler que si, dans le cadre d'un recours en annulation, la légalité d'une décision administrative s'apprécie en considération de la situation de droit et de fait au jour où elle a été prise¹⁰, dans le cadre d'un recours en réformation, le tribunal est amené à considérer les éléments de fait et de droit de la cause au moment où il statue, en tenant compte des changements intervenus depuis la décision litigieuse¹¹.

Il s'ensuit qu'en l'espèce, le tribunal, saisi d'un recours en réformation, sera amené à examiner le bien-fondé des décisions déférées au regard de la loi du 18 juillet 2018, en vigueur au moment où il statue¹².

Ces considérations amènent le tribunal aux constats suivants :

D'une part, l'application de la loi du 18 juillet 2018 au procès en cours implique que seuls les moyens tels que présentés par les demandeurs au regard des motifs de refus avancés par la partie étatique fondés sur les dispositions de la loi du 18 juillet 2018 sont susceptibles d'être pertinents, l'examen de ceux présentés par rapport à l'ancienne loi, abrogée, devenant ainsi nécessairement surabondant, l'appréciation à opérer par le tribunal consistant, en effet, à

⁹ Trib. adm., 5 mai 2010, n° 25919 du rôle, Pas. adm. 2018, V° Procédure contentieuse, n° 315 et l'autre référence y citée ; Cour adm., 13 décembre 2018, n° 41218C du rôle, disponible sous www.jurad.etat.lu.

¹⁰ Trib. adm., 27 janvier 1997, n° 9724 du rôle, Pas. adm. 2018, V° Recours en annulation, n° 20 et les autres références y citées.

¹¹ Trib. adm., 15 juillet 2004, n° 18353 du rôle, Pas. adm. 2018, V° Recours en réformation, n° 18 et l'autre référence y citée.

¹² cf. Cour adm., 13 décembre 2018, n° 41218C du rôle, disponible sous www.jurad.etat.lu.

déterminer en l'espèce si la construction, sur un fonds situé en zone verte, d'un abri de jardin, pour laquelle une autorisation est sollicitée est susceptible d'être autorisée sur base de la nouvelle loi du 18 juillet 2018, applicable au jour où il statue, et cela compte tenu des motifs de refus opposés par la partie étatique par rapport à cette même loi, - les références jusqu'à présent faites par rapport à la loi du 19 janvier 2004 ayant perdu leur pertinence -, ensemble les moyens avancés par les demandeurs à cet égard.

D'autre part, l'absence de dispositions transitoires figurant dans la loi du 18 juillet 2018, ainsi que les effets des mécanismes propres au recours en réformation conduisent le tribunal à appliquer la nouvelle loi à un procès en cours qui a, d'une part, été initié par le dépôt d'une requête introductive d'instance par le biais de laquelle les demandeurs ont uniquement pris position par rapport aux motifs de refus leur opposés par le ministre sur le fondement de la seule loi du 19 janvier 2004, et dont l'instruction a, d'autre part, été largement menée sous l'égide de cette même loi et par renvoi à la jurisprudence y afférente, voire sous l'égide aussi bien de l'ancienne que de la nouvelle loi, mais qui porte sur des décisions ayant été prises sur base de la seule ancienne loi.

Il s'ensuit que si, à ce stade, il se dégage des écrits contentieux qu'il y a certes eu entre les parties un commencement de débat par rapport à la loi du 18 juillet 2018, le tribunal estime néanmoins qu'au regard des considérations qui précèdent et afin de préserver aux administrés le respect de leurs droits de la défense et, de manière générale, leur droit à un procès équitable et de leur permettre ainsi de prendre position en connaissance de cause par rapport à des décisions dont le bien-fondé sera apprécié par le tribunal uniquement par rapport à des dispositions légales non encore en vigueur au moment de la prise des décisions litigieuses, il est dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice de rouvrir les débats et de permettre aux parties de produire chacune un mémoire additionnel qui sera considéré comme mémoire récapitulatif de l'ensemble des arguments et moyens que les parties entendent continuer à invoquer dans la présente affaire à la lumière de la seule loi du 18 juillet 2018, étant relevé que tout moyen ou motif non expressément développé dans le mémoire récapitulatif mais contenu dans les écrits antérieurs sera considéré comme abandonné.

L'Etat est ainsi invité à produire un mémoire récapitulatif de l'ensemble des motifs et arguments, trouvant leur fondement dans la loi du 18 juillet 2018, qu'il entend invoquer en défense des décisions déferées, respectivement opposer au recours.

Les demandeurs sont, à leur tour, invités à déposer un mémoire récapitulatif de l'ensemble des moyens qu'ils entendent continuer à invoquer à l'appui de leur recours en prenant position uniquement par rapport aux moyens et motifs qui leur sont opposés sur le fondement de la loi du 18 juillet 2018.

Par ces motifs,

- le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;
- se déclare compétent pour connaître du recours principal en réformation ;
- reçoit le recours principal en réformation en la forme ;
- dit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation ;

dit que le présent recours est à examiner par rapport aux dispositions de la loi du 18 juillet 2018 ;

avant tout autre progrès en cause, autorise les parties à déposer, chacune, un mémoire récapitulatif conformément à la motivation du présent jugement ;

fixe le délai pour l'Etat pour déposer son mémoire récapitulatif au 16 octobre 2019, sous peine de forclusion ;

fixe le délai pour Maître Alain Gross pour déposer son mémoire récapitulatif au 16 décembre 2019, sous peine de forclusion ;

fixe l'affaire pour continuation des débats à l'audience publique de la 1^{re} chambre du 4 mars 2020, à 15.00 heures ;

réserve les frais de même que la demande en paiement d'une indemnité de procédure formulée par Monsieur ...et Madame

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 26 juin 2019 par :

Annick Braun, vice-président,
Alexandra Castegnaro, premier juge,
Alexandra Bochet, juge,

en présence du greffier Xavier Drebenstedt.

s. Xavier Drebenstedt

s. Annick Braun

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 27 juin 2019
Le greffier du tribunal administratif